

tabac! Il s'agit ici de quelque chose de bien plus dangereux pour notre santé! Il est tout aussi important de supprimer la publicité concernant les médicaments que celle concernant ces autres produits.

Le gouvernement a imposé aujourd'hui la clôture sur ce projet de loi. Celui-ci fait partie de l'Accord de libre-échange nord-américain, au moyen duquel le gouvernement Mulroney trahit scandaleusement les Canadiens, compromettant la souveraineté de notre pays et faisant en sorte que l'économie canadienne soit pillée.

Ce projet de loi prévoit notamment que l'on vole un milliard de dollars aux personnes âgées et aux Canadiens à faible revenu en supprimant les médicaments génériques. Il permet aux escrocs des entreprises pharmaceutiques internationales de filouter les Canadiens pendant 20 ans et de leur fournir de faux renseignements. On devrait interdire à ces gens-là de fournir des échantillons gratuits aux médecins afin de mousser la production et la distribution de leurs médicaments, surtout lorsqu'il existe des équivalents meilleur marché. On devrait appuyer la mise en place d'un formulaire national visant à réduire le nombre de médicaments qui entrent sur le marché canadien.

Je recommande à tout le monde un excellent ouvrage de Michael Rachlis et Carol Kushner intitulé *The Second Opinion*. Les auteurs y démontrent que la recherche faite par les compagnies pharmaceutiques ne vise pas à mettre au point de nouveaux médicaments dont bénéficieraient les Canadiens mais plutôt à en reproduire les effets avec des composants chimiques différents pouvant être lancés au Canada. Je recommande sincèrement ce livre à tous les députés et au grand public; il explique vraiment très clairement comment, sur cet important sujet, nous nous faisons complètement avoir par le gouvernement Mulroney et par les compagnies pharmaceutiques internationales.

Je vois que le temps file et je dirais en résumé que nous devons retirer le droit de faire de la publicité et de promouvoir leurs produits à ces trafiquants de drogues. Qu'on les empêche de distribuer des échantillons gratuits et de publier ces articles scandaleux dans ces soit-disant revues professionnelles qui circulent et, tant qu'on y est, qu'on se débarrasse de Judy Erola, la pire de tous ces trafiquants.

Il y a une autre chose qui est absolument critique, c'est que nous devons créer un formulaire national dont bénéficieraient les Canadiens et qui arrêterait cette hémorragie de dollars au profit des compagnies pharmaceutiques internationales à qui le gouvernement Mulroney a déjà donné des milliards.

### Initiatives ministérielles

Et pour terminer, il faut que les libéraux et les néo-démocrates s'unissent pour se prononcer clairement contre cette mesure législative qui n'est rien d'autre qu'un scandale.

**M. Ian Waddell (Port Moody—Coquitlam):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question et formuler une brève observation. Le député a parlé du gouvernement conservateur ainsi que de l'Accord de libre-échange nord-américain et il a fait le lien entre ce projet de loi et cette entente possible.

Pourrait-il nous préciser les raisons pour lesquelles, selon lui, le gouvernement persiste à appliquer une politique rejetée par la grande majorité des Canadiens dans le cadre de ce projet de loi sur les médicaments et, maintenant, de l'ALÉNA?

Je voudrais vous donner un exemple. Le 9 septembre, le gouvernement conservateur a rejeté carrément, comme il le sait, les instances des néo-démocrates qui invitaient le gouvernement à demander à la population canadienne si oui ou non elle appuyait l'Accord de libre-échange nord-américain.

J'ai pris l'initiative de tenir un référendum dans ma propre circonscription de Port Moody—Coquitlam. J'ai posé à mes électeurs la question suivante: «Êtes-vous en faveur de la participation du Canada à l'Accord de libre-échange nord-américain avec les États-Unis et le Mexique?» Je tiens à vous dire que j'ai reçu une réponse incroyable. Depuis plus de 13 ans que je siège dans cette enceinte, je n'ai jamais vu une question soulever un tel tollé. En deux semaines, 1 289 de mes électeurs m'avaient répondu; sur ce nombre, 1 163 se sont prononcés contre l'ALÉNA, à peine 123 y étaient favorables et trois personnes souhaitaient plus d'information. Ainsi, 90,2 p. 100 de mes électeurs s'opposaient à la participation du Canada à l'ALÉNA comparativement à 9,5 p. 100 seulement qui y étaient favorables.

• (1120)

Lorsqu'on les a interrogés, mes électeurs se sont opposés vigoureusement à l'ALÉNA qui est appuyé par le gouvernement conservateur et par le Parti libéral.

Je voudrais savoir pourquoi le gouvernement et le Parti libéral ne tiennent pas compte du point de vue de la grande majorité des Canadiens.

**M. Milliken:** Quelle question ridicule!

**M. Skelly (North Island—Powell River):** Monsieur le Président, le député libéral là-bas dit que la question est ridicule. Or, il y a des documents à la Chambre qui prouvent que les Canadiens détestent ce gouvernement au plus haut point. Si le référendum a échoué, c'est